

Art. 16. Le Ministre communautaire compétent en matière de politique de la famille et de l'aide sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 avril 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille,
J. LENSSENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 1044

22 JANVIER 1990. — Arrêté de l'Exécutif
portant des mesures d'aide aux projets de création et de diffusion théâtrales

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1988, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 31 mars 1988 et du 25 novembre 1988;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, telles que modifiées par la loi du 16 juin 1989, notamment l'article 3;

Vu l'urgence;

Considérant que la Commission consultative d'aide aux projets constituée par le présent arrêté d'Exécutif et destinée à remplacer la Commission consultative créée par l'arrêté royal du 20 juin 1975 portant des mesures d'encouragement en faveur du Jeune Théâtre, doit entrer en fonction afin d'assurer la continuité du soutien aux projets particuliers de création et de diffusion théâtrales;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Sur proposition de notre Ministre-Président ayant la culture dans ses attributions;

Vu la délibération de l'Exécutif du 15 janvier 1990.

Arrêtons :

CHAPITRE 1er. — Crédits budgétaires

Article 1er. Des crédits destinés à soutenir des projets de création et de diffusion théâtrales font l'objet d'une inscription particulière au budget de la Communauté française.

Le Ministre de l'Exécutif qui a la culture dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre, détermine, dans les limites des crédits budgétaires, l'aide apportée aux projets après avis de la Commission consultative instaurée par le présent arrêté.

CHAPITRE 2. — Commission consultative d'aide aux projets théâtraux

Art. 2. Il est institué une Commission consultative d'aide aux projets, ci-après dénommée la Commission, chargée de soumettre au Ministre des avis et recommandations sur les demandes d'aide ponctuelles qui sont déposées auprès d'elle conformément au présent arrêté.

A cette fin, elle tient quatre sessions par an durant lesquelles elle examine les dossiers qui lui ont été présentés. Elle adresse ses avis et propositions de subventions au Ministre dans les dix semaines qui suivent la clôture des dépôts des dossiers, telle que prévue à l'article 11.

Art. 3. La Commission est composée de huit membres au plus, ayant voix délibérative, nommés par le Ministre sur base de leur notoriété et de l'intérêt qu'ils portent à la création dramatique.

Ils sont nommés pour un terme de quatre ans.

Tous les deux ans, la moitié des membres de la Commission seront remplacés. Par mesure transitoire, quatre des membres, désignés par tirage au sort, n'exerceront leur mandat que pendant deux ans.

Le Ministre désigne le Président de la Commission parmi les membres ayant voix délibérative.

Art. 4. Assistent de droit aux séances de la Commission, avec voix consultative, les personnes suivantes :

— Le Président du Conseil supérieur de l'Art Dramatique ou son représentant;

— Le Directeur Général de la Culture ou son représentant.

Le Secrétariat de la Commission est assuré par le Service du Théâtre de la Direction Générale de la Culture.

Art. 5. La Commission peut inviter à ses sessions toute personne qu'elle souhaite entendre sur les dossiers qui lui sont soumis et sur toute question qui se rapporte à l'Art Dramatique.

Art. 6. La Commission fixe son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet au Ministre pour approbation.

Art. 7. A titre de compensation pour leurs prestations d'étude des projets, les membres de la Commission visés à l'article 3 bénéficient d'une allocation annuelle de lecture de dix mille francs.

A l'exclusion des fonctionnaires, les membres de la Commission et les personnes visées à l'article 5 bénéficient d'un jeton de présence lorsqu'elles assistent aux séances de la Commission. Ce jeton est fixé à quatre cents francs par séance.

A l'exclusion des fonctionnaires, les membres de la Commission et les personnes visées à l'article 5 bénéficient d'une indemnité de déplacement calculée conformément aux arrêtés royaux des 18 janvier 1965 et 26 mars 1965, tels que modifiés.

CHAPITRE 3. — *Prise en considération*

Art. 8. Sont prises en considération par la Commission, pour autant qu'elles correspondent aux conditions reprises à l'article 9, les demandes émanant de personnes physiques ou morales qui :

- ne bénéficient pas d'autres subventions de la Communauté française essentiellement destinées à la création de spectacles et supérieures à un montant fixé par le Ministre;
- ne jouissent pas d'une infrastructure théâtrale permanente essentiellement destinée à l'exploitation des productions du demandeur;
- ne relèvent pas du secteur du théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse subventionné par la Communauté française.

Art. 9. Les projets doivent s'inscrire dans l'une au moins des préoccupations suivantes :

- viser à réaliser et diffuser les formes et les expressions les plus nouvelles et les plus libres de l'Art dramatique;
- mettre en valeur, de manière originale, les œuvres des auteurs dramatiques de la Communauté française ou expérimenter celles de ses auteurs contemporains les plus novateurs;
- assurer, au travers d'un projet artistique de haut niveau et d'une réelle ampleur dramaturgique, la réalisation et la diffusion d'œuvres du grand répertoire ancien ou contemporain.

Sont cependant exclus :

- les projets dont la faisabilité financière ne serait pas garantie alors même qu'ils seraient subventionnés dans le cadre du présent arrêté;
- les projets qui ne seraient pas assurés par un plan de diffusion.

Art. 10. Peuvent également être pris en considération, pour autant qu'ils répondent aux conditions des articles 8 et 9, les projets émanant de personnes dont ce serait la première création.

Dans le cadre du crédit budgétaire global prévu au présent arrêté, un montant réservé au soutien de ces projets est prévu par le Ministre qui détermine un montant maximum des subventions qui pourront leur être allouées.

CHAPITRE 4. — *Demandes de subvention*

Art. 11. Les demandes de subvention sont introduites auprès du Secrétariat de la Commission au plus tard les 15 février, 15 avril, 15 septembre et 15 décembre.

Art. 12. Les demandes comportent au minimum, outre les coordonnées du porteur du projet, les documents suivants :

- s'il s'agit d'une création :
 - * le texte de la pièce si celle-ci est inédite ou s'il s'agit d'une adaptation nouvelle;
 - * l'engagement de la (des) structure(s) institutionnelle(s) devant accueillir ou coproduire le spectacle;
 - * un dossier dramaturgique et scénographique aussi complet et précis que possible présentant les aspects artistiques et techniques du spectacle;
 - * le budget de la réalisation détaillé en dépenses et recettes qui précisera notamment les éventuelles parts de coproduction et le montant de la subvention sollicitée.
- s'il s'agit de la reprise ou de la diffusion d'un spectacle :
 - * un dossier complet de présentation du spectacle;
 - * un calendrier détaillé de la reprise et de la tournée du spectacle accompagné des engagements des institutions d'accueil;
 - * le budget de la reprise ou de la tournée détaillé en recettes et dépenses, qui fera apparaître le montant de l'aide demandée.

Tant en ce qui concerne les créations que les reprises, un plan de diffusion comportant une évaluation quantitative et qualitative du public concerné sera présenté.

Art. 13. Conformément à l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, tout bénéficiaire qui n'utiliserait pas la subvention pour la réalisation du projet aidé sera tenu de la rembourser pour autant qu'il n'ait pas reçu l'accord préalable de la Commission sur les modifications apportées au projet ou sur la nouvelle affectation de la subvention.

Art. 14. Tout bénéficiaire d'une subvention au projet est tenu de justifier son utilisation par la présentation des comptes, établis en recettes et en dépenses, de la création et de la diffusion du spectacle, accompagnés d'un rapport d'activité et d'un rapport moral.

Art. 15. L'arrêté royal du 20 juin 1975 portant des mesures d'encouragement en faveur du Jeune Théâtre est abrogé par le présent arrêté.

Art. 16. Le Ministre de l'Exécutif qui a la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 22 janvier 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 1044

**22 JANUARI 1990. — Besluit van de Executieve
houdende maatregelen tot steunverlening aan projecten in verband
met creatie en verspreiding inzake toneelkunst**

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 31 maart 1988 en 25 november 1988;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, zoals gewijzigd bij de wet van 16 juni 1989, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Commissie van advies voor steunverlening aan projecten, bij dit besluit van de Executieve opgericht ter vervanging van de Commissie van advies ingesteld bij het koninklijk besluit van 20 juni 1975 houdende maatregelen tot aanmoediging van het nieuwe toneel, haar werkzaamheden moet aanvatten om de continuïteit van de steunverlening aan de particuliere projecten in verband met creatie en verspreiding inzake toneelkunst te waarborgen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Op de voordracht van onze Minister-Voorzitter, tot wiens bevoegdheid de cultuur behoort;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 15 januari 1990 genomen beslissing,

Besluiten :

HOOFDSTUK 1. — Begrotingskredieten

Artikel 1. Kredieten ter ondersteuning van projecten in verband met creatie en verspreiding inzake toneelkunst worden op de begroting van de Franse Gemeenschap afzonderlijk uitgetrokken.

De Minister van de Executieve tot wiens bevoegdheid de cultuur behoort, hierna de Minister genoemd, bepaalt, binnen de perken van de begrotingskredieten en na advies van de Commissie van advies ingesteld bij dit besluit, de steunverlening aan projecten.

**HOOFDSTUK 2. — Commissie van advies voor steunverlening
aan projecten betreffende toneelstukken**

Art. 2. Er wordt een Commissie van advies voor steunverlening aan projecten ingesteld, hierna de Commissie genoemd, die ermee belast wordt adviezen en aanbevelingen over de aanvragen om steunverlening die haar overeenkomstig dit besluit voor bepaalde projecten worden gericht, aan de Minister voor te leggen.

Daartoe houdt zij vier keer per jaar een zitting tijdens welke zij de dossiers onderzoekt die haar werden voorgelegd. Zij stuurt haar adviezen en voorstellen inzake toelagen naar de Minister binnen de tien werken die volgen op de afsluiting van de periode voor de indiening van de dossiers, zoals bepaald bij artikel 11.

Art. 3. De Commissie bestaat uit ten hoogste acht stemgerechtigde leden, benoemd door de Minister op grond van hun vermaardheid en van de belangstelling die ze voor de creatie inzake toneelkunst betuigen.

Ze worden benoemd voor een termijn van vier jaar. Om de twee jaar wordt de helft van de leden van de Commissie vervangen. Bij overgangsmaatregel oefenen vier van de door het lot aangewezen leden hun mandaat slechts twee jaar uit.

De Minister stelt de voorzitter van de Commissie onder de stemgerechtigde leden aan.

Art. 4. De volgende personen wonen van rechtswege en met raadgevende stem de vergaderingen van de Commissie bij :

- de voorzitter van de Hoge Raad voor Toneelkunst van de Franse Gemeenschap of zijn vertegenwoordiger;
- de directeur-generaal van Cultuur of zijn vertegenwoordiger.

Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de Dienst Toneel van de Algemene Directie voor Cultuur.

Art. 5. De Commissie mag op haar vergaderingen iedereen uitnodigen die zij wenst te horen over de haar voorgelegde dossiers en over elk vraagstuk in verband met toneelkunst.

Art. 6. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring aan de Minister voor.

Art. 7. Ter compensatie voor de door hen geleverde prestaties bij het onderzoek van de projecten, ontvangen de leden van de in artikel 3 bedoelde Commissie een jaarlijkse lezingstoelage van tienduizend frank.

De ambtenaren uitgezonderd, ontvangen de leden van de Commissie en de in artikel 5 bedoelde personen een presentiegeld wanneer zij op de vergaderingen van de Commissie aanwezig zijn. Dit presentiegeld wordt op vierhonderd frank per vergadering vastgesteld.

De ambtenaren uitgezonderd, ontvangen de leden van de Commissie en de in artikel 5 bedoelde personen een reisvergoeding, berekend overeenkomstig de koninklijke besluiten van 18 januari 1965 en 26 maart 1965, zoals gewijzigd.

HOOFDSTUK 3. — *Inaanmerkingneming*

Art. 8. Worden door de Commissie in aanmerking genomen, voor zover zij beantwoorden aan de in artikel 9 vermelde voorwaarden, de aanvragen ingediend door natuurlijke of rechtspersonen die :

— geen andere toelagen ontvangen die in hoofdzaak voor het creëren van toneelwerken bestemd zijn en die hoger zijn dan het maximumbedrag dat door de Minister vastgesteld wordt voor het toekennen van de toelagen bedoeld bij dit besluit;

— niet bestendig een infrastructuur voor toneelstukken te hunner beschikking hebben, in hoofdzaak bestemd voor de exploitatie van de producties van de aanvrager;

— niet ressorteren onder de sector Kinder- en Jeugdtheater, die toelagen van de Franse Gemeenschap geniet.

Art. 9. De projecten moeten ten minste één van de volgende doelstellingen nastreven :

— de nieuwste en de vrijste uitdrukkingvormen inzake toneelkunst realiseren en verspreiden;

— de werken van de toneelschrijvers van de Franse Gemeenschap op een originele manier op het voorplan stellen of de meest baanbrekende werken van haar hedendaagse auteurs experimenteren;

— werken uit het oude of hedendaags groot repertoire realiseren, opvoeren en verspreiden via een artistiek project van hoog gehalte en met werkelijke dramatische kwaliteiten.

Worden echter uitgesloten :

— de projecten die financieel niet haalbaar zouden zijn niettegenstaande de toelagen toegekend in het kader van dit besluit;

— de projecten die niet gewaarborgd zouden worden door een opvoerings- en verspreidingsplan.

Art. 10. Kunnen ook in aanmerking genomen worden, voor zover ze beantwoorden aan de voorwaarden van de artikelen 8 en 9, de projecten voorgedragen door personen die voor het eerst een toneelstuk hebben gecreëerd.

In het kader van het globaal begrotingskrediet bedoeld in dit besluit, wordt een bedrag voorbehouden voor de steun aan deze projecten, door de Minister bepaald, die een maximumbedrag vaststelt voor de toelagen die voor die projecten kunnen toegekend worden.

HOOFDSTUK 4. — *Aanvragen om toelagen*

Art. 11. De aanvragen om toelagen worden op uiterlijk 15 februari, 15 april, 15 september en 15 december bij het secretariaat van de Commissie ingediend.

Art. 12. Naast de personalia van de projectbewerker, worden ten minste de volgende documenten bij de aanvragen gevoegd :

— indien het een creatie betreft :

* de tekst van het toneelstuk, indien het nog nooit werd opgevoerd of indien het om een nieuwe bewerking gaat;

* de verbintenis van de institutionele structu(r)en die het toneelstuk moet(en) opnemen of co-produceren;

* een zo volledig en zo precies mogelijk dossier over het toneelstuk en het decorontwerp, waarin de kunst- en technische aspecten van het toneelstuk worden toegelicht;

* de begroting voor de realisatie, nader omschreven in uitgaven en ontvangsten, waarin inzonderheid de eventuele delen voor coproductie en het bedrag van de gevraagde toelage nader omschreven worden.

— indien het gaat om een wederopvoering of de opvoering en verspreiding van een toneelstuk :

* een volledig dossier over de voorstelling van het toneelstuk;

* een gedetailleerde kalender van de wederopvoering en van de tournee van de voorstelling, samen met de verbintenissen van de onthaalinstellingen;

* de begroting van de wederopvoering of van de tournee, nader omschreven in ontvangsten en uitgaven, waaruit het bedrag van de gevraagde steun zal afgeleid worden.

Zowel voor de creaties als voor de wederopvoeringen, wordt een opvoerings- en verspreidingsplan voorgelegd betreffende de kwantitatieve en kwalitatieve evaluatie van het betrokken publiek.

Art. 13. Overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen, is iedere toelagetrekker die de toelage niet zou aanwenden voor de realisatie van het gesteunde project, ertoe verplicht die toelage terug te betalen voor zover hij de voorafgaande toestemming van de Commissie niet heeft gekregen voor de wijzigingen aan het project of voor de nieuwe aanwending van de toelage.

Art. 14. Ieder die een toelage voor het project geniet is ertoe verplicht de aanwending ervan te verantwoorden door de overlegging van de rekeningen, nader omschreven in ontvangsten en uitgaven, betreffende de creatie en de opvoering en verspreiding van het toneelstuk, samen met een activiteitenverslag en een zedelijkheidsverslag.

Art. 15. Het koninklijk besluit van 20 juni 1975 houdende maatregelen tot aanmoediging van het nieuwe toneel wordt bij dit besluit opgeheven.

Art. 16. De Minister van de Executieve tot wiens bevoegdheid de cultuur behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het werd ondertekend.

Brussel, 22 januari 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
V. FEAUX